

AVIS DE CONVOCATION

Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire

Le mercredi 2 juin 2010 à 10 heures, au siège de la société
75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris

Paris, le 5 mai 2010

Madame, Mademoiselle, Monsieur, cher(e) actionnaire,

L'Assemblée Générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires de Peugeot S.A. se tiendra sous la présidence de Thierry Peugeot, Président du Conseil de Surveillance, le mercredi 2 juin 2010 à 10 heures au siège de la société.

Cette Assemblée sera pour vous, en tant qu'actionnaire, l'occasion de vous informer sur l'activité du groupe PSA Peugeot Citroën et surtout, elle sera l'occasion de vous exprimer lors d'un échange avant le vote des résolutions qui vous sont soumises.

Votre participation est importante. Pour prendre part à cette Assemblée, vous trouverez à cet effet toutes les informations utiles dans les pages qui suivent. Je vous remercie par avance de toute l'attention que vous accorderez aux résolutions soumises à votre vote.

En espérant vivement vous compter parmi nous, je vous prie d'agréer, Madame, Mademoiselle, Monsieur, cher(e) actionnaire, l'assurance de ma considération distinguée.

Philippe Varin
Président du Directoire

SOMMAIRE

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	3
COMMENT PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ?	5
ORDRE DU JOUR	8
PRÉSENTATION ET PROPOSITIONS DE RÉSOLUTIONS	9
GOVERNEMENT D'ENTREPRISE	16
EXPOSÉ SOMMAIRE DE LA SITUATION ET DE L'ACTIVITÉ EN 2009	24
RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ PEUGEOT S.A. AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES	28
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	29
DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET DE RENSEIGNEMENTS	39

**Pour tout renseignement sur la société ou la participation à l'Assemblée,
le service Relations Actionnaires est à votre disposition :**



Par téléphone : Numéro Vert 0800 424 091
(appel gratuit depuis un poste fixe)



Par courrier : PSA PEUGEOT CITROËN
Communication Financière
75, avenue de la Grande-Armée – 75116 Paris



Par e-mail : communication.financiere@psa.fr

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

L'année 2009 a été extrêmement difficile pour l'ensemble du secteur automobile. La crise économique a frappé notre industrie d'une manière particulièrement brutale.

PSA Peugeot Citroën a été confronté à plusieurs défis majeurs, relevés avec détermination et courage par le Groupe et ses dirigeants. Sous l'impulsion du Conseil de Surveillance, le Directoire a tracé une nouvelle voie de progrès ayant pour ambition de positionner le groupe PSA Peugeot Citroën comme un acteur majeur du marché automobile mondial.

Début 2009, dans un contexte marqué par un très fort recul des ventes sur la plupart des marchés automobiles, le Conseil de Surveillance a approuvé les mesures opérationnelles et surtout financières décidées par le Directoire, et rendues indispensables par la crise pour permettre avant tout au Groupe d'assurer sa trésorerie. C'est ainsi qu'il a approuvé et s'est félicité du prêt de 3 milliards d'euros accordé par l'État.

Le conseil a par ailleurs réaffirmé les orientations stratégiques à long terme du Groupe, en demandant au Directoire de poursuivre les projets automobiles engagés, de préserver le plan produit, et de poursuivre le développement international de PSA Peugeot Citroën.

Dans ce contexte, le Conseil de Surveillance a également jugé nécessaire de renouveler et renforcer l'exécutif du Groupe. Réuni le 29 mars 2009, il a décidé de mettre fin aux fonctions de Christian Streiff comme membre et Président du Directoire, et a nommé Philippe Varin à ce poste à compter du 1^{er} juin 2009.

Roland Vardanega, nommé Président du Directoire par intérim, a permis d'assurer la continuité du fonctionnement opérationnel de l'entreprise pendant cette période intermédiaire. Le Conseil de Surveillance tient à le remercier vivement pour sa contribution essentielle à une période difficile de l'histoire du Groupe, mais aussi pour tout ce qu'il a apporté en plus de 40 ans de carrière.

Lors de sa réunion du 17 juin 2009, le Conseil de Surveillance a nommé pour quatre ans un nouveau Directoire, présidé par Philippe Varin et comprenant quatre autres membres : Jean-Marc Gales, Guillaume Faury, Grégoire Olivier et Frédéric Saint-Geours. Le Conseil a donné pour mission au Directoire de faire de PSA Peugeot Citroën un groupe plus global et un acteur majeur de l'automobile mondiale, tout en préservant son indépendance. La nouvelle organisation du Groupe décidée par le Directoire a notamment donné naissance pour la première fois à une direction unique dévolue aux deux marques. Elle vise à poursuivre les synergies entre Peugeot et Citroën, tout en accentuant leur différenciation en termes d'image et de positionnement afin d'assurer une meilleure couverture des marchés.

Dès le mois de juillet, Philippe Varin a présenté la nouvelle vision du Groupe pour les dix années à venir. Cette vision s'inscrit dans les gènes du Groupe, une communauté d'hommes et de femmes partageant des valeurs de respect, de responsabilité, de progrès continu et d'audace. Elle est également structurée autour de quatre ambitions stratégiques majeures : un coup d'avance en matière de services et produits automobiles, un Groupe plus global, un Groupe référence en matière d'efficacité opérationnelle et une exigence forte de développement responsable. Cette vision, qui est porteuse de sens pour les hommes et les femmes du Groupe, a recueilli le plein soutien du Conseil de Surveillance.

Sur cette base, le Directoire a présenté un plan d'amélioration de la performance pour la période 2010-2012, qui doit permettre à PSA Peugeot Citroën de renouer avec une croissance rentable et de rattraper son retard, en termes de rentabilité, par rapport aux meilleurs concurrents du secteur.

Le Conseil de Surveillance a autorisé le Directoire à examiner des opportunités de croissance externe à condition qu'elles respectent trois critères majeurs : répondre aux orientations stratégiques du Groupe, créer de la valeur et préserver l'indépendance de l'entreprise. Des discussions approfondies ont été menées avec Mitsubishi Motors. Le Directoire a estimé, en mars 2010, que les conditions d'une alliance capitalistique n'étaient alors pas réunies. Philippe Varin a confirmé son intention d'élargir les coopérations entre les deux groupes. Le Conseil de Surveillance a approuvé l'ensemble de ces décisions.

Enfin, le Conseil est favorable aux opportunités externes qui permettent aux filiales du Groupe de renforcer leur présence et leur positionnement dans leurs différents métiers. PSA Peugeot Citroën s'est ainsi félicité de l'accord signé par Faurecia en novembre 2009, en vue de l'acquisition d'EMCON Technologies, lui permettant ainsi de devenir le leader mondial des technologies de contrôle des émissions. Le Groupe, après cette opération, est demeuré l'actionnaire majoritaire de Faurecia.

Les résultats financiers de PSA Peugeot Citroën pour l'exercice 2009 reflètent l'impact de la crise économique. Sur un marché en recul de 3,1 %, les ventes mondiales ont baissé de 2,2 %, à 3 188 000 unités. Le chiffre d'affaires est en retrait de 10,9 %, à 48 417 millions d'euros, et le résultat opérationnel courant en perte à -689 millions d'euros.

L'année 2009 a néanmoins connu une évolution contrastée. Au second semestre, la reprise des marchés et la dynamique produits ont permis au Groupe d'augmenter sa part de marché et de retrouver un résultat opérationnel courant positif de 137 millions d'euros, après la perte enregistrée au premier semestre.

Le Groupe a ainsi pu générer un *free cash flow* positif de 809 millions d'euros sur l'exercice et a sensiblement réduit sa dette nette, qui s'établit à 1 993 millions d'euros au 31 décembre 2009.

En dépit de cette conjoncture difficile, le Groupe a enregistré plusieurs avancées commerciales et industrielles en 2009.

Les objectifs d'image ont d'abord été réaffirmés pour chacune des deux Marques. Début 2009, Citroën a dévoilé sa nouvelle identité autour de la signature *Créative Technologie*, qui a ouvert une nouvelle étape de son histoire. Quant à Peugeot, elle a présenté, en janvier 2010, son nouveau lion stylisé et sa nouvelle signature de marque : Motion & Émotion qui est fidèle à l'exigence de la Marque : placer l'émotion au cœur de l'expérience automobile.

Au cours de l'année 2009, Peugeot et Citroën ont également maintenu un rythme soutenu deancements, investissant des nouveaux segments en Europe : celui des minispaces avec la Citroën C3 Picasso et celui des *crossovers* compacts avec la Peugeot 3008. Dotés de solides atouts, notamment en termes de style, et d'un niveau de qualité reconnu, ces deux modèles lancés durant le 1^{er} semestre ont rencontré un accueil très favorable et leurs ventes ont dépassé les prévisions du Groupe.

Peugeot a également réaffirmé sa présence sur le segment des coupés-cabriolets avec la 308 CC et a lancé son premier monospace compact, la 5008. La RCZ présentée au salon de Francfort en septembre dernier illustre, à la fois, l'élégance et le plaisir automobile propres à la Marque au Lion.

À la fin de l'année, Citroën a lancé la nouvelle génération de C3, et a dévoilé la DS3, première représentante de la ligne distinctive DS.

En Europe, la part de marché du Groupe a progressé, s'établissant à 13,7 %. Le positionnement solide des deux Marques sur le segment des véhicules faiblement émetteurs de CO₂ leur a permis de bénéficier pleinement des mesures de soutien à l'achat, instaurées par plusieurs pays européens sur la base de critères environnementaux. En 2009, le Groupe a vendu plus de 750 000 véhicules particuliers et utilitaires émettant moins de 120 g de CO₂/km dans le monde, confirmant ainsi son leadership environnemental.

Sur un marché des utilitaires durement touché par la crise en Europe, le Groupe est néanmoins parvenu à accroître sa part de marché à 22,2 % et à consolider sa position de leader sur ce segment.

PSA Peugeot Citroën a poursuivi ses investissements industriels et les lancements de nouveaux produits dans ses zones de croissance prioritaire. En Chine, le Groupe a inauguré fin 2009 son deuxième site industriel à Wuhan. Il a aussi bénéficié du bon accueil de ses derniers lancements tels que la Citroën C-Quatre, qui lui a permis d'accroître notablement ses ventes sur le premier marché mondial. Il a également maintenu ses investissements en Amérique latine et a poursuivi la construction de son usine en Russie, à Kaluga, inaugurée en avril 2010.

2010 sera une nouvelle année difficile, du fait des incertitudes pesant sur plusieurs de nos marchés : un nouveau recul des ventes du marché européen est ainsi attendu.

Le Conseil de Surveillance exprime cependant sa confiance quant à la capacité de Peugeot et Citroën d'accroître leurs parts de marché, notamment :

- grâce à des gammes renouvelées en Europe, qui seront enrichies de modèles distinctifs, DS3 et RCZ, au cours du premier semestre ;
- grâce aux lancements de produits adaptés à nos marchés hors d'Europe, tels la Peugeot 408 en Chine ou la Peugeot Hoggar au Brésil ;
- grâce à l'enrichissement des gammes de véhicules faiblement émetteurs de CO₂, en particulier avec les modèles 100 % électriques Peugeot iOn et Citroën C-Zéro ;
- grâce aux nouveaux services de mobilité proposés par les Marques, avec Mu by Peugeot et une offre Citroën en fin d'année.

De même, le Conseil de Surveillance est confiant quant à la capacité du Directoire à atteindre les objectifs de rentabilité et de croissance qu'il s'est fixés, notamment avec le déploiement du PSA Excellence System dans l'ensemble de l'entreprise.

En 2010, le Groupe célèbre ses deux siècles d'existence en tant qu'entreprise industrielle. Son histoire est placée sous le signe de la passion et de l'innovation automobiles, incarnées de manière forte et unique par Peugeot et Citroën. Cette histoire a aussi donné naissance à une culture d'entreprise basée sur le respect et la responsabilité, qui contribuera à la pérennité du Groupe.

Le Conseil de Surveillance soutient l'ensemble des résolutions qui vous sont proposées.

Plus particulièrement, le Conseil de Surveillance soutient la proposition qui vous est faite de ne pas verser de dividende au titre de l'exercice 2009 compte tenu de la situation économique et financière, et afin de consacrer toutes les ressources du Groupe au plan produit et à son développement.

Les 6^e, 9^e, 10^e et 11^e résolutions ont pour but de permettre à la société de se doter de toutes les flexibilités nécessaires dans l'environnement financier actuel ou ne sont que le renouvellement d'autorisations venues à échéance.

La 8^e résolution, inédite pour notre Assemblée Générale, propose l'adoption d'un dispositif d'attributions gratuites d'actions au profit de membres du personnel salarié et/ou de mandataires sociaux. Compte tenu des engagements pris au titre du prêt de l'Etat, aucune option d'achat d'action ou attribution d'action gratuite ne pourra être attribuée au Directoire en 2010.

L'ensemble des autres résolutions n'appellent pas d'observations particulières.

Votre Conseil de Surveillance vous engage à approuver ces résolutions.

COMMENT PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ?

Qui peut participer à l'Assemblée ?

Vous pouvez **assister personnellement** à l'Assemblée Générale ou bien **voter par correspondance ou par procuration**.

Les deux conditions requises sont :

- la détention d'actions Peugeot S.A. (quel que soit le nombre en votre possession) ;
- la justification de votre qualité d'actionnaire **au plus tard le vendredi 28 mai 2010 à 0h00**.

Votre participation à l'Assemblée Générale est facilitée

VOUS N'AVEZ PAS BESOIN D'IMMOBILISER VOS TITRES POUR PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

Si vos actions sont nominatives

(compte nominatif pur ou nominatif administré)

Votre qualité d'actionnaire résulte de l'inscription de vos actions dans le registre des actionnaires nominatifs tenu par Peugeot S.A.

Vous n'avez donc **aucune démarche particulière** à faire pour apporter cette preuve.

Si vos actions sont au porteur

(compte titres ou PEA tenus par une banque, une société de Bourse)

Votre qualité d'actionnaire est certifiée par « **l'attestation de participation** » délivrée par la banque ou la société de Bourse gestionnaire de votre compte titres.

Elle atteste que vous êtes bien actionnaire **trois jours ouvrés avant la date de l'Assemblée**.

Votre banque ou votre société de Bourse établira cette attestation et la joindra à votre demande de carte d'admission ou à votre formulaire de vote/procuration, lors de la transmission de votre formulaire à la Société Générale – Service Émetteur Peugeot S.A.

En cas de vente de tout ou partie de vos titres, alors que vous auriez déjà effectué les démarches de participation à l'Assemblée, c'est votre banque ou votre société de Bourse qui se chargera de faire annuler votre participation à notre Assemblée.

Quels documents pouvez-vous demander et comment ?

Le document de référence 2009 est à votre disposition sur simple demande.

Vous pouvez demander que le document de référence 2009 vous soit adressé à l'aide de la demande d'envoi de documents page 39. Il vous suffit de joindre la demande de documents dans la même enveloppe que celle utilisée pour demander votre carte d'admission ou pour envoyer le formulaire de vote/procuration.

Vous pouvez également consulter le document de référence 2009 sur le site www.psa-peugeot-citroen.com

COMMENT TRANSMETTRE VOS QUESTIONS ÉCRITES ?



Par courrier :
PSA Peugeot Citroën
Communication Financière
75, avenue de la Grande-Armée - 75116 Paris



Par e-mail :
communication.financiere@psa.fr

(À accompagner d'une attestation d'inscription en compte).

Comment voter ?

Vous désirez assister à l'Assemblée Générale

Vous devez demander une carte d'admission. Il vous suffit pour cela de cocher la **case A** en partie supérieure du formulaire, de dater et signer en bas du formulaire, d'inscrire vos nom, prénom et adresse en bas à droite du formulaire ou de les vérifier s'ils y figurent déjà.

Pour les actions inscrites au nominatif, vous transmettez à votre demande, directement, à l'aide de l'enveloppe-réponse T, à la Société Générale, Service Émetteur Peugeot S.A.

Pour les actions inscrites au porteur, vous transmettez votre demande à votre banque ou société de Bourse gestionnaire de votre compte titres, qui joindra l'attestation de participation avant de les faire suivre à la Société Générale – Service Émetteur Peugeot S.A.

La demande doit être faite le plus tôt possible.

UNE CARTE D'ADMISSION VOUS SERA ADRESSÉE.

Vous ne pouvez pas assister à l'Assemblée Générale

Pour voter, vous avez le choix entre trois options :

1 Voter par correspondance :

- cochez les **cases B et 1** du formulaire ;
- indiquez votre vote ;
- **datez et signez** en bas du formulaire.

Si vous désirez voter « contre » une résolution ou vous « abstenir » (l'abstention étant assimilée à un vote contre), vous noircissez la case correspondant au numéro de la résolution concernée. Vous ne noircissez aucune case si vous votez « pour » à chaque résolution.

2 Donner pouvoir au président de l'Assemblée (le président du Conseil de Surveillance) :

- cochez les **cases B et 2** du formulaire ;
- **datez et signez** en bas du formulaire.

Vos voix s'ajouteront à celles du président. Celui-ci émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Directoire, et un vote défavorable dans le cas contraire.

3 Donner procuration à votre conjoint ou à un autre actionnaire :

- cochez les **cases B et 3** du formulaire ;
- précisez l'identité (nom, prénom) et l'adresse de la personne qui vous représentera ;
- **datez et signez** en bas du formulaire.

Pour les actions inscrites au nominatif, vous transmettez votre demande, directement, à l'aide de l'enveloppe-réponse T, à la Société Générale, Service Émetteur Peugeot S.A.

Pour les actions inscrites au porteur, vous transmettez votre formulaire à votre banque ou société de Bourse gestionnaire de votre compte titres, qui joindra l'attestation de participation avant de les faire suivre à la Société Générale – Service Émetteur Peugeot S.A.

Comment remplir le formulaire ?

Votre choix peut porter sur les possibilités suivantes :

Vous désirez assister à l'Assemblée :

Cochez la **case A**

Vous désirez voter par correspondance ou être représenté à l'Assemblée :

Cochez la **case B** et remplissez l'un des trois cadres ci-dessous

Vous êtes actionnaire au porteur :

Vous devez faire établir une attestation de participation par votre teneur de compte qui la joindra à ce formulaire.

IMPORTANT : avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso / Before selecting, please see instructions on reverse side.

QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE, DATER ET SIGNER AU BAS DU FORMULAIRE / WHICHEVER OPTION IS USED, DATE AND SIGN AT THE BOTTOM OF THE FORM

Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / I wish to attend the shareholder's meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the form.

J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.

PSA PEUGEOT CITROËN

Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 234 049 142 €
Siège social : 75, avenue de la Grande-Armée
75116 PARIS
B 552 100 554 R.C.S. PARIS
Siret 552 100 554 00021

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE
du 2 juin 2010 à 10 heures au siège social de Peugeot S.A.
75, avenue de la Grande-Armée - PARIS 16^e**

**COMBINED GENERAL MEETING
called on June 2, 2010 at 10 a.m. to the Company's head office Peugeot S.A.
75, avenue de la Grande-Armée - PARIS 16^e**

CADRE RÉSERVE / For Company's use only

Identifiant / Account : _____

Nominatif / Registered : _____

Nombre d'actions / Number of shares : _____

Porteur / Bearer : _____

Nombre de voix / Number of voting rights : _____

1 JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST
Cf. au verso renvoi (3) - See reverse (3)

Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en noirissant comme ceci : ■ la case correspondante et pour lesquels je vote **NON** ou je m'abstiens.
I vote FOR all the draft resolutions approved by the Board of Directors EXCEPT those indicated by a shaded box - like this ■, for which I vote against or I abstain.

Sur les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, je vote en noirissant comme ceci : ■ la case correspondante à mon choix.
On the draft resolutions not approved by the Board of Directors, I cast my vote by shading the box of my choice - like this ■.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
37	38	39	40	41	42	43	44	45									
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting :
- Je donne pouvoir au Président de l'AG de voter en mon nom, / I appoint the Chairman of the meeting to vote on my behalf.....
- Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre), / I abstain from voting (is equivalent to a vote against).....
- Je donne procuration (cf. au verso renvoi 2) à M., M^{me} ou M^{lle} pour voter en mon nom / I appoint (see reverse (2)) M., M^{me} or M^{lle} to vote on my behalf

Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard :
In order to be considered, this completed form must be returned at the latest

à la BANQUE / to the Bank 30/05/2010, MAY 30, 2010
à la SOCIÉTÉ / to the Company 30/05/2010, MAY 30, 2010

2 JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
dater et signer au bas du formulaire, sans rien remplir
*I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE MEETING
date and sign the bottom of the form without completing it*
cf. au verso renvoi (2) - See reverse (2)

3 JE DONNE POUVOIR A : (soit le conjoint, soit un autre actionnaire - cf. renvoi (2) au verso) **pour me représenter à l'assemblée**
// I HEREBY APPOINT (you may give your PROXY either to your spouse or to another shareholder - see reverse (2)) to represent me at the above mentioned meeting.
M., M^{me} ou M^{lle} / Mr, M^{rs} or Miss
Adresse / Address

ATTENTION : S'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valables que si elles sont directement enregistrées par votre teneur de comptes.
Caution : If you're voting on bearer securities, the present instructions will only be valid if they are directly registered with your custodian bank.

Nom, Prénom, Adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà, les vérifier et les rectifier éventuellement)
- Surname, first name, address of the shareholder (if this information is already supplied, please verify and correct if necessary)
Cf. au verso renvoi (1) - See reverse (1)

Quel que soit votre choix, datez et signez ici.

Inscrivez ici vos nom, prénom et adresse ou vérifiez-les s'ils y figurent déjà

Date & Signature

Vous désirez voter par correspondance

Cochez ici et suivez les instructions.

Vous désirez donner pouvoir au président de l'Assemblée :

Cochez ici.

Vous désirez donner pouvoir à une personne dénommée qui sera présente à l'Assemblée :

Cochez ici et inscrivez les coordonnées de cette personne.

ORDRE DU JOUR

Assemblée délibérant comme Assemblée Générale Ordinaire

- Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2009.
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2009.
- Affectation du résultat.
- Approbation du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées.
- Renouvellement du mandat d'un Membre du Conseil de Surveillance.
- Autorisation d'un programme de rachat d'actions.

Assemblée délibérant comme Assemblée Générale Extraordinaire

- Autorisation donnée au Directoire de consentir des options d'achat d'actions de la société.
- Autorisation donnée au Directoire à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes de la société.
- Autorisation donnée au Directoire de réduire le capital par voie d'annulation d'actions rachetées par la société.
- Autorisation donnée au Directoire d'utiliser les délégations et autorisations en période d'offre publique portant sur les titres de la société.
- Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions en période d'offre publique portant sur les titres de la société.
- Pouvoirs pour formalités.

PRÉSENTATION ET PROPOSITIONS DE RÉOLUTIONS

Six résolutions sont proposées à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires délibérant comme Assemblée Générale ordinaire et six résolutions sont soumises à l'Assemblée délibérant comme Assemblée Générale extraordinaire.

Délibérations à caractère ordinaire

PREMIÈRE RÉOLUTION

Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2009

PRÉSENTATION

La **première résolution** soumet à l'approbation des actionnaires les comptes sociaux de l'exercice 2009, qui font ressortir un résultat de 537 011 853,29 euros.

PROPOSITION DE RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale ordinaire, après avoir pris connaissance des comptes annuels, du rapport de gestion du Directoire sur l'exercice écoulé, du rapport du Conseil de Surveillance, du rapport général des Commissaires aux

Comptes approuve les comptes sociaux de l'exercice 2009 qui font ressortir un bénéfice s'élevant à 537 011 853,29 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

DEUXIÈME RÉOLUTION

Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2009

PRÉSENTATION

La **deuxième résolution** soumet à l'approbation des actionnaires les comptes consolidés du Groupe pour 2009, qui font ressortir un résultat de - 1 161 millions d'euros.

PROPOSITION DE RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale ordinaire, après avoir pris connaissance des comptes consolidés, des commentaires du Directoire et du Conseil de Surveillance, ainsi que du rapport

des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice 2009, tels qu'ils viennent de lui être présentés.

TROISIÈME RÉSOLUTION

Affectation du résultat

PRÉSENTATION

La **troisième résolution** porte sur l'affectation du résultat de l'exercice 2009. Le bénéfice sera affecté dans sa totalité au compte report à nouveau dont le solde bénéficiaire sera porté à 1 299 900 801,78 euros. En effet, compte tenu des résultats 2009 et afin d'affecter en priorité les ressources financières au plan produit et au développement du Groupe, il est proposé à l'Assemblée de ne pas verser de dividende au titre de l'exercice 2009.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale ordinaire, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2009 s'élevant à 537 011 853,29 euros au compte report à nouveau dont le solde bénéficiaire de 762 888 948,49 euros sera porté à 1 299 900 801,78 euros.

L'Assemblée Générale prend note qu'au titre des exercices 2006, 2007 et 2008 les dividendes ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende net
2006	228 805 381 Actions de 1 €	1,35 €
2007	228 205 584 Actions de 1 €	1,50 €
2008	234 048 798 Actions de 1 €	Néant

QUATRIÈME RÉSOLUTION

Approbation du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

PRÉSENTATION

La **quatrième résolution** concerne la ratification des conventions dites « réglementées » approuvées par le Conseil de Surveillance. Ces conventions sont visées dans le rapport spécial des Commissaires aux Comptes qui figure dans le document de référence.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport spécial présenté par les

Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées, approuve ce rapport et les opérations qui y sont mentionnées.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'un Membre du Conseil de Surveillance

PRÉSENTATION

La **cinquième résolution** propose le renouvellement du mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Thierry Peugeot. Le renouvellement de sa nomination comme Président du Conseil de Surveillance sera soumis à l'approbation du Conseil lors d'une réunion qui suivra l'Assemblée Générale.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale ordinaire, décide, sur la proposition du Conseil de Surveillance, de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Thierry

Peugeot, pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2016 à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

SIXIÈME RÉSOLUTION

Autorisation d'un programme de rachat d'actions

PRÉSENTATION

La sixième résolution soumet à l'autorisation de l'Assemblée Générale un programme de rachat d'actions Peugeot S.A. Cette autorisation serait consentie pour une durée maximale de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée, soit jusqu'au 2 décembre 2011.

Cette autorisation remplace celle donnée précédemment par les actionnaires lors de l'Assemblée du 3 juin 2009. Elle lui est identique en ce qu'elle s'applique dans la même limite de 16 millions d'actions, correspondant à 6,8 % du capital et au nombre de titres qui pourraient être rachetés compte tenu du plafonnement des titres en autodétention à 10 % du capital et du nombre de titres détenus à fin 2009, et en ce que le prix maximum d'achat reste fixe à 65 euros par action.

L'autorisation a pour objectif l'attribution d'option d'achat d'actions et l'attribution gratuite d'actions – telle que prévue par la septième et huitième résolution ci-après – ainsi que la remise d'actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital, la réduction du capital de la société ou le recours à un prestataire de services d'investissement afin d'assurer la liquidité ou d'animer le marché du titre de la société.

Si le Groupe devait utiliser cette autorisation pour d'autres motifs que la couverture des plans d'options d'achat ou d'attribution d'actions gratuites aux salariés et/ou mandataires sociaux, il le ferait en veillant particulièrement au niveau de sa position financière nette. Au cours de l'exercice 2009, aucun rachat d'actions n'a été effectué.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce et aux articles 241-1 à 242-6 du Règlement général AMF, le descriptif de ce nouveau programme sera disponible sur le site Internet www.psa-peugeot-citroen.com, rubrique Actionnaire/Information réglementée AMF, ainsi que le site Internet de l'AMF www.amf-france.org.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale ordinaire, après avoir pris connaissance du Rapport du Directoire, autorise le Directoire, avec faculté de subdélégation, à procéder, en une ou plusieurs fois et aux époques qu'il déterminera, au rachat d'actions de la société, dans la limite de 16 000 000 actions.

L'Assemblée Générale décide que ces rachats pourront être effectués en vue (i) de réduire le capital de la société, (ii) de l'attribution d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux de la société ou de sociétés ou de groupements qui lui sont liés lors de l'exercice d'options d'achat d'actions, (iii) de l'attribution gratuite d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux de la société ou de sociétés ou de groupements qui lui sont liés, (iv) de la remise d'actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital,

ou (v) d'assurer la liquidité ou d'animer le marché du titre de la société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers. L'acquisition de ces actions pourra être effectuée par tous moyens et à toute époque, sur le marché ou hors marché, y compris par l'utilisation de tous instruments financiers dérivés, négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré et notamment par toutes options d'achat.

Le prix maximum d'achat est fixé à 65 euros par action.

La présente autorisation est donnée pour une période de dix-huit mois à compter de ce jour et se substitue, à compter de la présente Assemblée, à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale du 3 juin 2009.

Délibérations à caractère extraordinaire

SEPTIÈME RÉSOLUTION

Autorisation donnée au Directoire de consentir des options d'achat d'actions de la société

PRÉSENTATION

La septième résolution porte sur le renouvellement pour une durée expirant le 31 août 2011 de la faculté donnée au Directoire de consentir au bénéfice des salariés, mandataires sociaux de la société elle-même ou de ses filiales, des options d'achat d'actions Peugeot S.A. que la société détiendrait en portefeuille.

Cette résolution fixe à 2 000 000 le nombre maximum d'actions susceptibles d'être achetées. Les options d'achat d'actions de la société seront exerçables pendant un délai maximum de huit ans. Aucune décote n'est autorisée sur la moyenne des vingt cours de Bourse précédant la décision d'attribution.

Il appartiendra au Conseil de Surveillance pour le Directoire et au Directoire pour les autres bénéficiaires de fixer les conditions d'octroi des options.

Compte tenu des engagements pris par la société en application des dispositions réglementaires relatives aux conventions passées avec les entreprises bénéficiant du soutien exceptionnel de l'Etat, aucune option d'achat d'actions ne sera consentie aux membres du Directoire en 2010.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance, et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Directoire à consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice de salariés et/ou mandataires sociaux de la société, ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés, des options donnant droit à l'achat d'actions de la société provenant d'un rachat effectué par la société elle-même.

Le Directoire utilisera cette autorisation dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Sous réserve des dispositions légales, le prix à payer lors de la levée d'options d'achat des actions sera fixé par le Directoire, sans décote, le jour où les options seront consenties, étant précisé que ce prix ne pourra être inférieur ni à la moyenne des premiers cours de l'action de la société sur Euronext lors des

vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision du Directoire d'attribuer les options ni au cours moyen d'achat des actions détenues par la société au titre des articles L. 225-208 et L. 225-209 du Code de commerce.

Le nombre d'actions susceptibles d'être achetées ne pourra pas dépasser 2 000 000 actions.

La présente autorisation est valable jusqu'au 31 août 2011.

L'Assemblée Générale confère au Directoire les pouvoirs les plus larges pour la réalisation de la présente autorisation, notamment fixer le montant maximum des options pouvant être attribuées à un même bénéficiaire, déterminer les conditions d'attribution des options, procéder aux ajustements nécessaires en cas de réalisation d'opérations financières postérieurement à l'attribution des options.

L'Assemblée Générale fixe à 8 ans le délai maximum pendant lequel les options peuvent être exercées.

HUITIÈME RÉSOLUTION

Autorisation donnée au Directoire à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes de la société

PRÉSENTATION

La huitième résolution a pour but de conférer au Directoire une nouvelle autorisation visant à permettre la remise d'actions de performance aux dirigeants et à des cadres supérieurs du Groupe dans le cadre d'une politique d'intéressement à l'amélioration à long terme des résultats du Groupe.

Cette autorisation est donnée pour une période expirant le 31 août 2011 et porte sur un nombre maximum d'attribution d'actions gratuites de 2 000 000 d'actions.

L'attribution des actions aux bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition d'au moins deux ans, les bénéficiaires devant conserver les actions pendant au moins deux ans au-delà de la date d'attribution définitive. Il appartiendra au Conseil de Surveillance pour le Directoire et au Directoire pour les autres bénéficiaires de fixer en conséquence les durées d'acquisition et de conservation ainsi que les conditions de performance à satisfaire.

Compte tenu des engagements pris par la société en application des dispositions réglementaires relatives aux conventions passées avec les entreprises bénéficiant du soutien exceptionnel de l'Etat, aucune attribution gratuite d'actions ne sera consentie aux membres du Directoire en 2010.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce :

- 1) Autorise le Directoire à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes de la société, que la société détient ou viendrait à détenir, au profit de membres du personnel salarié et/ou de mandataires sociaux de la société ou des sociétés et groupements d'intérêt économique qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce ;
- 2) Décide que le Directoire procédera aux attributions et déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions ainsi que les conditions et critères d'attribution et notamment les critères de performance à satisfaire pour que l'attribution devienne définitive ;
- 3) Décide que les attributions gratuites d'actions effectuées en vertu de cette autorisation ne pourront porter sur un nombre d'actions existantes supérieur à 2 000 000 ;
- 4) Décide (i) que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Directoire étant entendu que cette durée ne pourra être inférieure à deux ans, et (ii) que les bénéficiaires devront conserver lesdites actions pendant une durée fixée par le Directoire, étant précisé que le délai de conservation ne pourra être inférieur à deux ans à compter de l'attribution définitive des dites actions. Toutefois,

l'Assemblée Générale autorise le Directoire, dans la mesure où la période d'acquisition pour tout ou partie d'une ou plusieurs attributions serait au minimum de quatre ans, à n'imposer aucune période de conservation pour les actions considérées. Pour autant que de besoin, il est rappelé que le Directoire pourra prévoir des durées de période d'acquisition et de conservation supérieures aux durées minimales fixées ci-dessus ;

- 5) Délègue tous pouvoirs au Directoire pour mettre en œuvre la présente autorisation, dans les conditions ci-dessus et dans les limites autorisées par les textes en vigueur et notamment, fixer et modifier, le cas échéant, toutes les dates, modalités et conditions des attributions gratuites d'actions qui seraient effectuées en vertu de la présente autorisation, procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions liés aux éventuelles opérations sur le capital de la société de manière à préserver les droits des bénéficiaires ; et plus généralement, faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

Le Directoire pourra mettre en œuvre la présente autorisation directement ou en procédant par voie de délégation dans les conditions légales et réglementaires,

Le Directoire informera chaque année l'Assemblée Générale ordinaire, dans les conditions légales et réglementaires, en particulier l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, des opérations réalisées dans le cadre de la présente résolution.

La présente autorisation est valable jusqu'au 31 août 2011.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

Autorisation donnée au Directoire de réduire le capital par voie d'annulation d'actions rachetées par la société

PRÉSENTATION

La neuvième résolution renouvelle l'autorisation du Directoire de procéder à la réduction du capital par voie d'annulation d'actions rachetées par la société, dans la limite de 10 % du capital de la société par périodes de vingt-quatre mois. Cette autorisation, donnée pour une période de dix-huit mois se substitue à celle votée lors de l'Assemblée Générale du 3 juin 2009.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Directoire, dans les conditions prévues par l'article 9 des statuts, à procéder sur ses seules délibérations à l'annulation des actions de la société que la société détient ou qu'elle viendrait à détenir, dans la limite de dix pour cent du capital de la société par périodes de vingt-quatre mois.

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au Directoire pour procéder, s'il y a lieu, à une ou plusieurs réductions de capital en conséquence de l'annulation des actions précitées et en particulier modifier les statuts, effectuer toutes formalités de publicité et prendre toutes dispositions pour permettre directement ou indirectement la réalisation de cette ou ces réductions de capital.

La présente autorisation est donnée pour une période de 18 mois à compter de ce jour et se substitue, à compter de la présente Assemblée, à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale du 3 juin 2009.

DIXIÈME RÉSOLUTION

Autorisation donnée au Directoire d'utiliser les délégations et autorisations en période d'offre publique portant sur les titres de la société

PRÉSENTATION

La dixième résolution renouvelle l'autorisation donnée au Directoire, pour une durée de dix-huit mois, d'augmenter ou réduire le capital ou racheter des actions de la société en période d'offre publique sur les titres Peugeot S.A. dans le cadre des autorisations et délégations consenties en application des dispositions des sixième et neuvième résolutions qui précèdent ainsi que des sixième, septième et huitième résolutions de l'Assemblée Générale mixte du 3 juin 2009.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Directoire, pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée et dans les conditions fixées par la loi, à utiliser, en période d'offre publique portant sur les titres de la société,

les délégations de compétence et autorisations données au Directoire à l'effet d'acquérir des actions Peugeot S.A., d'augmenter ou de réduire le capital social en application des dispositions des sixième et neuvième résolutions qui précèdent ainsi que des sixième, septième et huitième résolutions de l'Assemblée Générale mixte du 3 juin 2009, et ce pour la totalité du montant des délégations et autorisations fixé dans les dites résolutions.

ONZIÈME RÉOLUTION

Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions en période d'offre publique portant sur les titres de la société

PRÉSENTATION

La **onzième résolution** propose à l'Assemblée Générale de renouveler à l'identique la délégation de compétence précédemment donnée au Directoire d'émettre des bons de souscription d'action, dans l'hypothèse d'une offre publique sur les titres de la société Peugeot S.A., qui surviendrait dans les dix-huit mois suivant l'Assemblée Générale et répondrait aux conditions d'application de l'« exception de réciprocité », c'est-à-dire dans le cas où une offre publique serait le fait d'une entité qui elle-même n'aurait pas l'obligation – si elle faisait l'objet d'une offre – d'obtenir l'approbation de l'Assemblée pour prendre des mesures de défense pendant l'offre, ou qui est contrôlée par une entité qui n'applique pas cette obligation.

Le montant maximum prévu pour l'augmentation de capital qui pourrait résulter de l'exercice des bons de souscription d'actions s'ils étaient émis, est de 160 millions d'euros, ce montant s'imputant sur les augmentations de capital auxquelles le Directoire pourrait procéder en vertu des dispositions de la dixième résolution qui précède ainsi que des sixième, septième, huitième résolutions de l'Assemblée Générale du 3 juin 2009. Il est proposé que le nombre maximum de bons de souscription pouvant être émis soit fixé à 160 millions de bons.

PROPOSITION DE RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, délègue au Directoire, en application des dispositions des articles L. 233-32 II et L. 233-33 du Code de commerce, pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée, la compétence d'émettre, en une ou plusieurs fois, en période d'offre publique portant sur les titres de la société, des bons permettant de souscrire, à des conditions préférentielles, à des actions Peugeot S.A. et d'attribuer gratuitement lesdits bons à tous les actionnaires de la société ayant cette qualité avant l'expiration de la période d'offre publique.

L'Assemblée Générale fixe à 160 000 000 euros le montant de l'augmentation de capital pouvant résulter de l'exercice desdits bons, ce montant s'imputant sur les augmentations de capital auxquelles le Directoire pourrait procéder en vertu

des dispositions de la dixième résolution qui précède, ainsi que des sixième, septième, et huitième résolutions de l'Assemblée Générale mixte du 3 juin 2009, et à 160 000 000 le nombre maximum de bons de souscription pouvant être émis en vertu de la présente résolution.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Directoire à l'effet de fixer les conditions d'exercice de ces bons, qui doivent être relatives aux termes de l'offre ou de toute offre concurrente éventuelle, ainsi que les autres caractéristiques de ces bons, dont le prix d'exercice ou les modalités de détermination de ce prix. Ces bons deviennent caducs de plein droit dès que l'offre et toute offre concurrente éventuelle échouent, deviennent caduques ou sont retirées.

La présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la société auxquelles les bons de souscription émis en vertu de la présente résolution donneraient droit.

DOUZIÈME RÉOLUTION

Pouvoirs pour formalités

PRÉSENTATION

La **douzième résolution** est une résolution usuelle qui concerne la délivrance des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des publicités et des formalités légales.

PROPOSITION DE RÉOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour effectuer toutes les formalités légales

ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Conseil de Surveillance

■ PRÉSIDENT

Thierry Peugeot

■ VICE-PRÉSIDENTS

Jean-Philippe Peugeot

Jean-Louis Silvant

■ MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Marc Friedel

Jean-Louis Masurel

Jean-Paul Parayre

Robert Peugeot

Henri Philippe Reichstul

Marie-Hélène Roncoroni

Geoffroy Roux de Bézieux

Ernest-Antoine Seillière

Joseph F. Toot Jr.

■ CENSEURS

François Michelin

Roland Peugeot

Directoire

■ PRÉSIDENT

Philippe Varin

■ MEMBRES DU DIRECTOIRE

Jean-Marc Gales

Grégoire Olivier

Guillaume Faury

Frédéric Saint-Geours

Renseignements sur les membres du Conseil de Surveillance

Mandats exercés au 31 décembre 2009

THIERRY PEUGEOT

Né le 19 août 1957

Président du comité des rémunérations
Membre du comité des nominations
et de la gouvernance
Membre du comité stratégique

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :
19 décembre 2002

Échéance du mandat en cours : 2010

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus
au 31 décembre 2009 : 900 actions.

Adresse professionnelle :

PSA Peugeot Citroën
75, avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris - France

Président du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

Au 31 décembre 2009, M. Thierry Peugeot est également :

Vice-président et Directeur Général délégué d'Établissements Peugeot Frères,
Administrateur de Société Foncière, Financière et de Participations – FFP,
Administrateur de La Française de Participations Financières – LFPP,
Administrateur de Société Anonyme de Participations – SAPAR,
Administrateur d'Immeubles et Participations de l'Est,
Administrateur de Faurecia,
Administrateur de Compagnie Industrielle de Delle – CID,
Administrateur d'Air Liquide,
Représentant permanent de CID au Conseil d'Administration de LISI.

Mandats expirés au cours des cinq dernières années :

Président d'Immeubles et Participation de l'Est,
Administrateur d'AMC Promotion,
Gérant de la SCI du Doubs.

Expertise et expérience professionnelle :

M. Thierry Peugeot a exercé des fonctions de Directeur Général d'entreprises, notamment du secteur automobile, et possède une expérience de gestion de sociétés à l'étranger.

JEAN-PHILIPPE PEUGEOT

Né le 7 mai 1953

Président du comité des nominations
et de la gouvernance
Membre du comité des rémunérations
Membre du comité stratégique

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :
16 mai 2001

Échéance du mandat en cours : 2013

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus
au 31 décembre 2009 : 150 actions.

Adresse professionnelle :

Établissements Peugeot Frères -
75, avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris - France

Vice-président du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

Au 31 décembre 2009, M. Jean-Philippe Peugeot est également :

Président directeur général d'Établissements Peugeot Frères,
Vice-président de Société Foncière, Financière et de Participations – FFP,
Administrateur de La Française de Participations Financières – LFPP,
Administrateur de Immeubles et Participations de l'Est,
Administrateur de Linedata Services.

Mandat expiré au cours des cinq dernières années :

Président du Conseil d'Administration de Nutrition et Communication SAS.

Expertise et expérience professionnelle :

M. Jean-Philippe Peugeot a effectué toute sa carrière chez Automobiles Peugeot. Il a notamment été Directeur d'une filiale commerciale d'Automobiles Peugeot pendant huit ans et Directeur de Peugeot Parc Alliance pendant quatre ans.

JEAN-LOUIS SILVANT

Né le 7 février 1938

Membre du comité des nominations
et de la gouvernance
Membre du comité des rémunérations
Membre du comité stratégique

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :
24 mai 2006

Échéance du mandat en cours : 2012

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus
au 31 décembre 2009 : 150 actions.

Adresse professionnelle :

La Martinerie
35, rue de la Fontaine - 37370 Neuvy-le-Roi - France

Vice-président du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

Au 31 décembre 2009, M. Jean-Louis Silvant est également :

Président de la Closerie des Tilleuls,
Gérant de Silvant-Invest,
Administrateur de Peugeot Suisse,
Administrateur de Résidéal Santé.

Mandat expiré au cours des cinq dernières années :

Aucun.

Expertise et expérience professionnelle :

M. Jean-Louis Silvant a intégré le groupe PSA Peugeot Citroën en 1961. Il a occupé de nombreux postes de direction, notamment dans les domaines de la production des ressources humaines et des Études, a été Directeur Général adjoint de la société Peugeot de 1992 à 1998 et membre du comité exécutif du groupe PSA Peugeot Citroën de 1998 à 2002.

MARC FRIEDEL*Né le 21 juillet 1948***Membre du comité financier et d'audit****Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :**
26 juin 1996**Échéance du mandat en cours :** 2014**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus**
au 31 décembre 2009 : 150 actions.**Adresse professionnelle :**

1, rue Ballu - 75009 Paris - France

Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.**Mandats expirés au cours des cinq dernières années :**

Représentant permanent de Sofinaction (Groupe CIC) au Conseil d'Administration de la société Nancéienne Varin-Bernier (SNVB), Membre du Conseil de Surveillance des Presses Universitaires de France.

Expertise et expérience professionnelle :

M. Marc Friedel a été Président directeur général, de 1989 à 1999, de la société Berger-Levrault, société cotée à la Bourse de Paris. Il est actuellement retraité.

JEAN-LOUIS MASUREL*Né le 18 septembre 1940***Membre du comité financier et d'audit****Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :**
27 août 1987**Échéance du mandat en cours :** 2011**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus**
au 31 décembre 2009 : 600 actions.**Adresse professionnelle :**Arcos Investissement
10 A, rue de la Paix - 75002 Paris - France**Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.****Au 31 décembre 2009, M. Jean-Louis Masurel est également :**Président d'Arcos Investissement,
Vice-président du Conseil de Surveillance de Oudart S.A.,
Administrateur de la société des Bains de Mer (Monaco),
Administrateur de Compagnie de Transports Financière
et Immobilière – Cotrafi,
Administrateur de Oudart Gestion S.A.,
Administrateur de Gondrand (filiale de Cotrafi),
Administrateur de Banque J. Safra (Monaco),
Membre du Conseil de Surveillance de 21 Centrale Partners S.A.,
Gérant de Société des Vins de Fontfroide,
Président de SOGETEL.**Mandat expiré au cours des cinq dernières années :**

Aucun.

Expertise et expérience professionnelle :

M. Jean-Louis Masurel a exercé les fonctions de vice-président directeur général de Moët-Hennessy puis de LVMH de 1983 à 1989. Depuis 1995, il est administrateur et Président du comité financier de la société des Bains de Mer (Monaco).

JEAN-PAUL PARAYRE*Né le 5 juillet 1937***Président du comité financier et d'audit**
Membre du comité stratégique**Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :**
11 décembre 1984**Échéance du mandat en cours :** 2011**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus**
au 31 décembre 2009 : 41 396 actions.**Adresse professionnelle :**

203, avenue de Molière - 1050 Bruxelles - Belgique

Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.**Au 31 décembre 2009, M. Jean-Paul Parayre est également :**Président du Conseil de Surveillance de Stena Maritime,
Président du Conseil de Surveillance de Vallourec,
Administrateur de Bolloré S.A.,
Administrateur de Société Financière du Planier,
Gérant B Stena International Sarl.**Mandats expirés au cours des cinq dernières années :**Administrateur de SDV Cameroun,
Administrateur de Stena Line,
Administrateur de Carillion plc,
Membre du Conseil Consultatif de V&M do Brasil.**Expertise et expérience professionnelle :**

M. Jean-Paul Parayre a exercé plusieurs fonctions de direction dans des groupes industriels et de services. Entre 1977 et 1984, il préside le Directoire de PSA Peugeot Citroën. Entre 1984 et 1990, il est Directeur Général puis Président du Directoire de Dumez avant de devenir vice-président directeur général de Lyonnaise des Eaux Dumez de 1990 à 1992. Il intègre le groupe Bolloré en 1994 en tant que vice-président directeur général jusqu'en 1999. Il occupe également la fonction de Président directeur général de Saga entre 1996 et 1999. Depuis 2000, il est Président du Conseil de Surveillance de Vallourec.

ROBERT PEUGEOT*Né le 25 avril 1950*

Président du comité stratégique
Membre du comité des nominations
et de la gouvernance
Membre du comité financier et d'audit

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :
 6 février 2007

Échéance du mandat en cours : 2013

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus
au 31 décembre 2009 : 150 actions.

Adresse professionnelle :

FFP
 75, avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris - France

Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

Au 31 décembre 2009, M. Robert Peugeot est également :

Président directeur général de Société Foncière, Financière et de Participations – FFP,
 Président directeur général de Simante, SL.,
 Membre du Conseil de Surveillance d'Hermès International,
 Membre du Conseil de Surveillance d'IDI Emerging Markets S.A.,
 Administrateur de SOFINA,
 Administrateur de B-1998 SL,
 Administrateur de FCC Construcción S.A.,
 Administrateur de FCC S.A.,
 Administrateur des Établissements Peugeot Frères,
 Administrateur d'Imerys,
 Administrateur d'Immeubles et Participations de l'Est,
 Administrateur de La Française de Participations Financières – LFPF,
 Administrateur de Sanef,
 Administrateur de Holding Reignier S.A.,
 Administrateur de WRG – Waste Recycling Group Limited,
 Administrateur d'Alpine Holding,
 Administrateur de Faurecia,
 Administrateur de DKSH AG,
 Gérant de SCI CHP Gestion,
 Gérant de SCI Rodom,
 Représentant permanent de FFP au Conseil de Surveillance de Zodiac,
 Représentant statutaire de FFP, à la Présidence de Financière Guiraud.

Mandats expirés au cours des cinq dernières années :

Membre du Conseil de Surveillance du Groupe Taittinger,
 Membre du Conseil de Surveillance de Citroën Deutschland Aktiengesellschaft et d'Aviva France,
 Administrateur de l'IFP (Institut Français du Pétrole),
 Administrateur de Société du Louvre – Groupe du Louvre,
 Administrateur de Peugeot Automobiles United Kingdom Ltd,
 Administrateur de Citroën Danemark A/S,
 Administrateur d'Aviva Participations,
 Administrateur du GIE de recherche et d'études PSA Renault,
 Administrateur de Citroën UK Ltd.

Expertise et expérience professionnelle :

Après ses études à l'École Centrale de Paris et de l'INSEAD, Robert Peugeot a occupé différents postes de responsabilité au sein du groupe PSA Peugeot Citroën et a été membre du comité exécutif du Groupe entre 1998 et 2007, en charge des fonctions de l'innovation et de la Qualité. Il est membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. depuis février 2007, membre du comité financier et en préside le comité stratégique depuis décembre 2009.

HENRI PHILIPPE REICHSTUL*Né le 12 avril 1949*

Membre du comité stratégique

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :
 23 mai 2007

Échéance du mandat en cours : 2013

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus
au 31 décembre 2009 : 25 actions.

Adresse professionnelle :

Av Pedroso de Morais, N° 1553,
 8th floor, 05419-001 - São Paulo - SP Brasil

Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

Au 31 décembre 2009, M. Henri Philippe Reichstul est également :

Président directeur général de Brenco,
 Companhia Brasileira de Energia Renovavel,
 Administrateur de Prisma Energy International,
 Administrateur de Repsol YPF S.A..

Mandats expirés au cours des cinq dernières années :

Administrateur de TAM – Linhas Aéreas S.A.,
 Holdings/Vivo,
 Pao de Açúcar Group.

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé en économie de l'université de São Paulo, post graduate work à Oxford, puis professeur d'économie dans l'enseignement supérieur, M. Henri Philippe Reichstul a exercé au Brésil plusieurs postes au sein de la haute fonction publique avant d'occuper divers postes de Président et administrateur de sociétés, dont la présidence de Petrobras (1999-2001).

MARIE-HÉLÈNE RONCORONI *Née le 17 novembre 1960***Membre du comité financier et d'audit****Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :**
2 juin 1999**Échéance du mandat en cours :** 2011**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus**
au 31 décembre 2009 : 150 actions.**Adresse professionnelle :**

FFP

75, avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris - France

Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.**Au 31 décembre 2009, Mme Marie-Hélène Roncoroni est également :**

Vice-président de Société Foncière, Financière et de Participations – FFP,
Administrateur de La Française de Participations Financières – LFPF,
Administrateur de Société Anonyme de Participations – SAPAR,
Administrateur des Établissements Peugeot Frères,
Administrateur d'Immeubles et Participations de l'Est,
Administrateur de SIMANTE SL,
Administrateur d'Assurances Mutuelles de France,
Représentant permanent de Société Anonyme de Participation – SAPAR au
Conseil d'Administration de la société des Immeubles de Franche-Comté,
Représentant permanent de Immeubles de Franche-Comté au Conseil
d'Administration de la société Anonyme Comtoise de Participation,
Représentant permanent de la société Assurances Mutuelles de France au
Conseil d'Administration d'Azur – GMF Mutuelles d'Assurances Associées.

Mandats expirés au cours des cinq dernières années :

Représentant permanent de Covéa Ré au Conseil d'Administration de MMA
IARD Assurances Mutuelles,
Représentant permanent de Covéa Ré au Conseil d'Administration de MMA
Vie Assurances Mutuelles,
Représentant permanent de Covéa Ré au Conseil d'Administration de MMA
IARD (S.A.),
Représentant permanent de Covéa Ré au Conseil d'Administration MMA Vie
(S.A.),
Représentant permanent de Covéa Ré au Conseil d'Administration MMA
Coopérations.

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômée de l'IEP Paris, Mme Marie-Hélène Roncoroni a débuté sa carrière
dans un cabinet d'audit anglo-saxon avant d'occuper des fonctions à la
direction financière du groupe PSA Peugeot Citroën durant 7 années.

GEOFFROY ROUX DE BÉZIEUX *Né le 31 mai 1962***Membre du comité des nominations
et de la gouvernance****Membre du comité des rémunérations****Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :**
23 mai 2007**Échéance du mandat en cours :** 2013**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus**
au 31 décembre 2009 : 1 000 actions.**Adresse professionnelle :**

Virgin Mobile France

40, boulevard Henri Sellier - 92150 Suresnes - France

Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.**Au 31 décembre 2009, M. Geoffroy Roux de Bézieux est également :**

Président de Omer Telecom (Virgin Mobile),
Vice-président du Conseil de Surveillance de Seloger.com,
Administrateur de Parrot S.A.,
Administrateur d'IMS – INTERNATIONAL METAL SERVICE.

Mandats expirés au cours des cinq dernières années :

Administrateur de Nocibé,
Administrateur de Fromagers Plus,
Administrateur de Micromania,
Administrateur de Budget Telecom.

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé de l'ESSEC, M. Geoffroy Roux de Bézieux a exercé diverses fonctions
au sein du Groupe L'Oréal de 1986 à 1996. Il est le Président fondateur de
The Phone House, premier réseau indépendant de vente de téléphones
mobiles, revendu à Carphone Warehouse dont il a été Directeur Général
Europe (2000-2003), puis Chief Operating Officer (2003-2006).
Il est depuis 2006 Président fondateur de Omer Telecom (Virgin Mobile).

ERNEST-ANTOINE SEILLIÈRE*Né le 20 décembre 1937*

Membre du comité des nominations
et de la gouvernance
Membre du comité des rémunérations
Membre du comité stratégique

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :
22 juin 1994

Échéance du mandat en cours : 2012

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus
au 31 décembre 2009 : 600 actions.

Adresse professionnelle :

Wendel Investissement
89, rue Taitbout - 75009 Paris - France

Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

Au 31 décembre 2009, M. Ernest-Antoine Seillière est également :

Président du Conseil de Surveillance de Wendel,
Membre du Conseil de Surveillance de Hermès International S.A.,
Administrateur de Legrand,
Administrateur de Bureau Veritas,
Administrateur de Wendel-Participations,
Administrateur de Sofisamc (Suisse).

Mandats expirés au cours des cinq dernières années :

Président directeur général de CGIP,
Président directeur général de Marine-Wendel,
Président directeur général de Legrand Holding,
Vice-président du Conseil d'Administration de Cap Gemini.
Administrateur d'Editis,
Président directeur général de Société Lorraine de Participations
Sidérurgiques – SLPS,
Président du Conseil de Surveillance de Oranje – Nassau Groep B.V.,
Membre du Conseil de Surveillance de Bureau Veritas,
Membre du Conseil de Surveillance de Editis Holding,
Membre du Conseil de Surveillance de Gras-Savoie.

Expertise et expérience professionnelle :

M. Ernest-Antoine Seillière a exercé divers postes de Président et administrateur de sociétés.

JOSEPH F. TOOT JR*Né le 13 juin 1935*

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :
24 mai 2000

Échéance du mandat en cours : 2012

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus
au 31 décembre 2009 : 150 actions.

Adresse professionnelle :

2826 COVENTRY LN.N.W
Canton, OHIO 44708 - United States

Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

Au 31 décembre 2009, M. Joseph F. Toot Jr. est également :

Administrateur de Rockwell Automation.

Mandat expiré au cours des cinq dernières années :

Aucun.

Expertise et expérience professionnelle :

Ancien Chief Executive Officer de The Timken Company.

FRANÇOIS MICHELIN*Né le 15 juin 1926*

Date du premier mandat de censeur :
25 juillet 2006

Échéance du mandat en cours : 2012

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus
au 31 décembre 2009 : 150 actions.

Adresse professionnelle :

Pardevi
23, place des Carmes Déchaux
63040 Clermont-Ferrand - France

Censeur

Au 31 décembre 2009, M. François Michelin est également :

Président de Participation et Développement Industriels S.A. – Pardevi,
Gérant associé indéfiniment responsable de la Compagnie Financière Michelin
(Suisse), Vice-président de l'ANSA.

Mandats expirés au cours des cinq dernières années :

Gérant commandité de Compagnie Générale des Établissements Michelin
(CGEM),
Gérant commandité de Manufacture Française des Pneumatiques Michelin
(MFPN),
Associé indéfiniment responsable de Michelin Reifenwerke (MRW).

Expertise et expérience professionnelle :

Durant sa période à la gérance de la CGEM, Michelin est devenu l'un des trois premiers manufacturiers mondiaux alors qu'il était au dixième rang mondial.

ROLAND PEUGEOT*Né le 20 mars 1926*

Date du premier mandat de censeur
au Conseil de Surveillance : 16 mai 2001

Échéance du mandat en cours : 2013

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus
au 31 décembre 2009 : 20 041 actions.

Adresse professionnelle :

Établissements Peugeot Frères
75, avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris - France

Censeur

Au 31 décembre 2009, M. Roland Peugeot est également :

Président d'honneur d'Établissements Peugeot Frères,
Président d'honneur du Football Club Sochaux Montbéliard – FCSM,
Représentant permanent d'Établissements Peugeot Frères au Conseil
d'Administration de LFPF – La Française de Participations Financières.

Mandats expirés au cours des cinq dernières années :

Administrateur de Société Foncière,
Administrateur de Financière et de Participations – FFP.

Expertise et expérience professionnelle :

M. Roland Peugeot a occupé plusieurs postes de Président à l'intérieur du groupe PSA Peugeot Citroën, et notamment la présidence du Conseil de Surveillance de 1972 à 1998.

Il a été membre du Conseil d'Administration d'Automobiles Peugeot de 1982 à 1996.

Renseignements sur les membres du Directoire

Mandats exercés au 31 décembre 2009

PHILIPPE VARIN*Né le 8 août 1952*Date du premier mandat au Directoire : 1^{er} juin 2009

Échéance du mandat en cours : 2013

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus
au 31 décembre 2009 : 1 action.**Adresse professionnelle :**PSA Peugeot Citroën
75, avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris - France**Président du Directoire de Peugeot S.A.****Au 31 décembre 2009, M. Philippe Varin est également :**Administrateur de Banque PSA Finance,
Administrateur de Faurecia,
Administrateur de Gefco,
Administrateur de Peugeot Citroën Automobiles S.A.,
Administrateur de PCMA Holding B.V.,
Administrateur non exécutif de BG Group PLC.**Mandats expirés au cours des cinq dernières années :**Administrateur de Tata Steel Europe Limited,
Administrateur de Tata Steel Limited,
Administrateur de Tata Steel UK Limited.**Expertise et expérience professionnelle :**M. Philippe Varin, a occupé différents postes de responsabilité au sein du Groupe Pechiney jusqu'à sa nomination comme Directeur de la division Rhenalu, en 1995, puis Directeur du secteur aluminium et membre du comité exécutif en 1999.
Il a été nommé en 2003 à la tête du Groupe sidérurgique anglo-néerlandais Corus.**JEAN-MARC GALES***Né le 16 août 1962*

Date du premier mandat au Directoire : 21 avril 2009

Échéance du mandat en cours : 2013

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus
au 31 décembre 2009 : 0 action.**Adresse professionnelle :**PSA Peugeot Citroën
75, avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris - France**Membre du Directoire de Peugeot S.A.****Directeur des marques du groupe PSA Peugeot Citroën****Au 31 décembre 2009, M. Jean Marc Gales est également :**Président directeur général d'Automobiles Peugeot,
Président du Conseil d'Administration d'Automobiles Citroën,
Président du Conseil d'Administration de CITER,
Président du Conseil d'Administration de Peugeot Motocycles,
Représentant Permanent d'Automobiles Peugeot au Conseil d'Administration de Banque PSA Finance.Membre du Conseil de Surveillance de Citroën Nederland B.V.
Président du Conseil d'Administration de Citroën Italia SpA,
Président du Conseil d'Administration de Citroën (Suisse) SA.,
Vice-président du Conseil de Surveillance de Citroën Deutschland,
Administrateur de Citroën Belux,
Administrateur de Citroën Italia SpA,
Administrateur de Automoviles Citroën España SA,
Administrateur de Citroën UK,
Administrateur de Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles Company Ltd,
Administrateur de Peugeot España SA.**Mandats expirés au cours des cinq dernières années :**Directeur Général d'Automobiles Citroën,
Président de Citroën UK,
Représentant permanent d'Automobiles Citroën au Conseil d'Administration de Banque PSA Finance.**Expertise et expérience professionnelle :**

M. Jean-Marc Gales a occupé différents postes de responsabilité et de direction dans le secteur automobile avant de devenir Directeur des ventes mondiales de Mercedes Benz. Il a rejoint le groupe PSA Peugeot Citroën en mars 2009 en qualité de Directeur Général d'Automobiles Citroën et membre du Directoire.

GRÉGOIRE OLIVIER*Né le 19 octobre 1960*

Date du premier mandat au Directoire : 6 février 2007

Échéance du mandat en cours : 2013

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus
au 31 décembre 2009 : 0 action.**Adresse professionnelle :**PSA Peugeot Citroën ADN
Route Nationale 118 - 78140 Vélizy-Villacoublay - France**Membre du Directoire de Peugeot S.A.**
Directeur programmes et stratégie automobile
du groupe PSA Peugeot Citroën**Au 31 décembre 2009, M. Grégoire Olivier est également :**Administrateur de Peugeot Citroën Automobiles,
Membre du Conseil de Surveillance de Wendel,
Administrateur de Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles Company Ltd.**Mandats expirés au cours des cinq dernières années :**Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de Faurecia,
Président directeur général de Sagem Communication,
Président du Directoire de Sagem,
Membre du Directoire de Safran,
Vice-président du Comité de Direction de Club Sagem,
Administrateur de Snecma, Sagem Défense et Sécurité, Imerys.**Expertise et expérience professionnelle :**M. Grégoire Olivier a occupé plusieurs postes de direction générale
au sein d'entreprises industrielles, avant de devenir Président-directeur
général de Faurecia en 2006, puis Directeur des programmes et membre
du Directoire en 2007.**GUILLAUME FAURY***Né le 22 février 1968*

Date du premier mandat au Directoire : 17 juin 2009

Échéance du mandat en cours : 2013

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus
au 31 décembre 2009 : 0 action.**Adresse professionnelle :**PSA Peugeot Citroën
Centre technique Vélizy A - Route de Gisy
78140 Vélizy-Villacoublay - France**Membre du Directoire de Peugeot S.A.**
Directeur technique et industriel du groupe PSA Peugeot Citroën**Au 31 décembre 2009, M. Guillaume Faury est également :**Administrateur de Peugeot Citroën Automoviles España.
Administrateur de l'IAE d'Aix en Provence.**Mandats expirés au cours des cinq dernières années :**Administrateur d'APSYS (Groupe EADS),
Administrateur d'Eurocopter Deutschland GmbH,
Membre du Conseil de Surveillance d'Eurocopter Deutschland GmbH,
Président du Directoire de Segula Technologies.**Expertise et expérience professionnelle :**M. Guillaume Faury a occupé plusieurs postes de responsabilités au sein
d'Eurocopter et a été Président du Directoire de Segula Technologies.
Il a rejoint le groupe PSA Peugeot Citroën en mars 2009 en qualité d'adjoint au
Directeur technique et industriel.**FRÉDÉRIC SAINT-GEOURS***Né le 20 avril 1950*

Premier mandat au Directoire :

du 1^{er} juillet 1998 au 1^{er} janvier 2008Nouveau mandat au Directoire à compter du
17 juin 2009

Échéance du mandat en cours : 2013

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus
au 31 décembre 2009 : 1 570 actions.**Adresse professionnelle :**PSA Peugeot Citroën
75, avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris - France**Membre du Directoire de Peugeot S.A.**
Directeur Finance et développement
Stratégique du groupe PSA Peugeot Citroën**Au 31 décembre 2009, M. Frédéric Saint-Geours est également :**Président directeur général de Banque PSA Finance,
Président du Conseil de Surveillance de Peugeot Finance International NV,
Vice-président de Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles Company Ltd,
Vice-président et administrateur délégué de PSA International S.A.,
Administrateur de Casino Guichard-Perrachon,
Administrateur de Gefco,
Administrateur de Peugeot Citroën Automobiles S.A.,
Administrateur de PCMA Holding B.V.,
Président de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie.**Mandats expirés au cours des cinq dernières années :**Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot Deutschland GmbH.
Administrateur de Peugeot España S.A.,
Administrateur d'Automobiles Peugeot,
Directeur Général d'Automobiles Peugeot,
Représentant permanent d'Automobiles Peugeot au Conseil d'Administration
de Gefco,
Représentant permanent d'Automobiles Peugeot au Conseil d'Administration
de Banque PSA Finance.**Expertise et expérience professionnelle :**M. Frédéric Saint-Geours a occupé diverses fonctions au sein du groupe
PSA Peugeot Citroën, dont celles de Directeur financier du Groupe puis de
Directeur Général adjoint d'Automobiles Peugeot. Il a été Directeur Général
d'Automobiles Peugeot et membre du Directoire de juillet 1998
à fin décembre 2007, puis conseiller du Président et membre du Comité
de Direction Générale du groupe PSA Peugeot Citroën.

EXPOSÉ SOMMAIRE DE LA SITUATION ET DE L'ACTIVITÉ EN 2009

Groupe PSA Peugeot Citroën

Faits marquants en 2009

- **Free cash flow** positif de 809 millions d'euros pour l'exercice.
- **Réduction de 913 millions d'euros de la dette nette, à 1 993 millions d'euros.**
- **Résultat opérationnel courant à -689 millions d'euros pour l'exercice.**
- **Résultat opérationnel courant positif à 137 millions d'euros pour le second semestre 2009.**
- **Résultat net part du Groupe en perte de 1 161 millions d'euros en 2009.**

Les résultats financiers de PSA Peugeot Citroën pour l'exercice 2009 reflètent l'impact de la crise économique : des ventes mondiales en baisse de 2,2 % à 3 188 000 unités sur un marché en recul de 3,1 %, un chiffre d'affaires en retrait de 10,9 % à 48 417 millions d'euros et un résultat opérationnel courant en perte à - 689 millions d'euros.

L'année 2009 se caractérise toutefois par une évolution très contrastée. Au second semestre, la reprise observée sur le marché, soutenue par des primes à la casse dans plusieurs pays et par notre dynamique produits, a permis à PSA Peugeot Citroën d'augmenter la part de marché et de retrouver un résultat opérationnel courant positif de 137 millions d'euros après la perte enregistrée au premier semestre. La division Automobile a sensiblement réduit sa perte opérationnelle dans la deuxième moitié de l'année. Sur cette même période, Faurecia, qui commence à ressentir tous les bénéfices de son plan de redressement, a enregistré un résultat opérationnel courant positif. Gefco affiche une forte croissance de sa marge opérationnelle, tandis que Banque PSA Finance confirme ses bonnes performances.

En conséquence, le Groupe a généré un *free cash flow* positif de 809 millions d'euros sur l'exercice et sensiblement réduit sa dette nette, qui s'établit à 1 993 millions d'euros au 31 décembre 2009. Le résultat net part du Groupe ressort en perte de 1 161 millions d'euros, sous l'effet conjugué de 727 millions d'euros de charges opérationnelles non courantes et de l'augmentation des frais financiers.

Les chiffres

Résultats consolidés

Le chiffre d'affaires s'inscrit à 48 417 millions d'euros pour l'exercice, en recul de 10,9 % par rapport aux 54 356 millions d'euros de 2008. Après un repli de 21,8 % au premier semestre, le chiffre d'affaires du second semestre a progressé de façon régulière (+ 2,6 %) grâce à des conditions de marché plus favorables.

Le résultat opérationnel courant ressort à - 689 millions d'euros pour 2009, contre + 550 millions d'euros en 2008. La marge opérationnelle courante est restée négative, à - 1,4 % du chiffre d'affaires pour l'exercice, contre + 1 % en 2008. L'ensemble des activités ont contribué à l'amélioration observée au second semestre, qui a permis au Groupe d'enregistrer un résultat opérationnel courant positif, à 137 millions d'euros, soit une marge opérationnelle de 0,5 %, après une perte de 826 millions d'euros au premier semestre.

Les charges opérationnelles non courantes s'élèvent à 727 millions d'euros, contre 944 millions d'euros en 2008. Elles correspondent, pour 354 millions d'euros, à des charges de restructuration, dont 206 millions d'euros provenant de la prolongation jusqu'en mars 2010 du plan de départs volontaires et 129 millions d'euros de charges de restructuration chez Faurecia. Les dépréciations d'actifs pour la division Automobile s'élèvent à 217 millions d'euros, intégralement comptabilisées au premier semestre.

Les frais financiers s'inscrivent à 520 millions d'euros, contre 286 millions d'euros en 2008. Cette augmentation s'explique par la baisse de la rémunération des placements de trésorerie, la charge d'intérêt sur le prêt de l'État et l'augmentation des coûts de financement de Faurecia.

L'impôt sur les résultats représente un crédit de 589 millions d'euros, contre 103 millions en 2008. Ce crédit d'impôt fait suite à la comptabilisation d'actifs d'impôts différés issus de résultats opérationnels négatifs précédemment enregistrés par le Groupe.

Le résultat net part du Groupe ressort en perte à - 1 161 millions d'euros pour l'exercice.

Le résultat net par action s'établit à - 5,12 euros.

Situation financière

La dette nette des activités industrielles et commerciales a été réduite à - 1 993 millions d'euros au 31 décembre 2009 contre - 2 906 millions d'euros au 31 décembre 2008.

L'amélioration de la dette nette s'explique par un *free cash flow* positif de 809 millions d'euros provenant d'une part de l'impact favorable de la réduction des stocks sur le besoin en fonds de roulement et d'autre part d'une génération plus forte de *cash flow* opérationnel, qui a largement compensé les investissements et les dépenses de R&D capitalisées. Les comptes fournisseurs en 2009 ont été impactés par la réduction des délais de paiement fournisseurs, qui a augmenté de 1,5 milliard le besoin en fonds de roulement des sociétés industrielles et commerciales.

La structure financière et le bilan du Groupe restent solides.

Avec un total de 8,6 milliards d'euros de liquidités fin 2009, le bilan des sociétés industrielles et commerciales demeure

solide. Parallèlement, le Groupe a levé 1,3 milliard d'euros pour couvrir un emprunt obligataire arrivant à échéance en 2011. Les capitaux propres s'élèvent à 12 447 millions d'euros au 31 décembre 2009, soit un taux d'endettement de 16 %.

Perspectives pour 2010

Le Groupe aborde l'année 2010 dans une meilleure situation qu'en 2009, toutefois les marchés automobiles restent incertains et contrastés. Le Groupe s'attend à une dégradation des marchés automobiles en Europe de l'ordre de 9 % sur l'année.

La part de marché du Groupe devrait continuer à progresser par rapport à 2009 grâce au plein effet des lancements réalisés ces derniers mois ainsi qu'aux lancements récents ou en cours comme la Citroën DS3 et la Peugeot RCZ.

Hors d'Europe, le marché chinois devrait maintenir une performance à deux chiffres tandis que l'Amérique latine devrait renouer avec la croissance, avec une performance à un chiffre. Le Groupe va poursuivre la croissance de ses ventes grâce à des marchés dynamiques, aux lancements en Chine de la Citroën C5, de la Peugeot 408, et en Amérique latine de la Peugeot Hoggar, la C3 Aircross et la Peugeot 408.

Dans ces conditions, PSA Peugeot Citroën prévoit pour le premier semestre un résultat opérationnel courant largement positif pour le Groupe et positif pour sa division Automobile.

PSA PEUGEOT CITROËN

(nombre de véhicules)

	2009	2008
Ventes mondiales	3 188 000	3 260 400

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ PAR DIVISION

(en millions d'euros)

	2009	2008
Automobile	38 265	41 643
Faurecia	9 292	12 011
Gefco	2 888	3 536
Banque PSA Finance	1 823	2 088
Autres activités et Éliminations interactivités	(291)	(437)
TOTAL PSA PEUGEOT CITROËN	48 417	54 356

Comptes de résultats consolidés

	2009				2008			
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>								
Chiffre d'affaires	46 885	1 823	(291)	48 417	52 705	2 088	(437)	54 356
Résultat opérationnel courant	(1 187)	498	-	(689)	(7)	557	-	550
Produits et (charges) opérationnels non courants	(725)	(2)	-	(727)	(943)	(1)	-	(944)
Résultat opérationnel	(1 912)	496	-	(1 416)	(950)	556	-	(394)
Résultat net consolidé	(1 627)	353	-	(1 274)	(878)	358	-	(520)
Dont part du Groupe	(1 511)	350	-	(1 161)	(719)	356	-	(363)
Dont part des minoritaires	(116)	3	-	(113)	(159)	2	-	(157)
<i>(en euros)</i>								
Résultat net par action de 1 euro				(5,12)				(1,60)
Résultat net dilué par action de 1 euro				(5,12)				(1,60)

Bilans consolidés

	31 décembre 2009				31 décembre 2008			
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL
ACTIF								
<i>(en millions d'euros)</i>								
Total des actifs non courants	21 515	357	(25)	21 847	21 617	361	(25)	21 953
Total des actifs courants	17 225	25 605	(556)	42 274	14 399	26 020	(645)	39 774
TOTAL ACTIF	38 740	25 962	(581)	64 121	36 016	26 381	(670)	61 727

	31 décembre 2009				31 décembre 2008			
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL
PASSIF								
<i>(en millions d'euros)</i>								
Total des capitaux propres				12 447				13 259
Total des passifs non courants	13 323	479	-	13 802	9 506	474	-	9 980
Total des passifs courants	16 143	22 310	(581)	37 872	16 170	22 988	(670)	38 488
TOTAL PASSIF				64 121				61 727

Tableaux de flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	2009				2008			
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL
Résultat net consolidé	(1 627)	353	-	(1 274)	(878)	358	-	(520)
Marge brute d'autofinancement	977	365	-	1 342	2 342	439	-	2 781
Flux liés à l'exploitation	3 593	106	(129)	3 570	(585)	590	16	21
Flux liés aux investissements	(2 784)	-	(1)	(2 785)	(3 177)	(22)	-	(3 199)
Flux des opérations financières	4 979	(143)	105	4 941	695	(167)	42	570
Augmentation (diminution) de la trésorerie	5 800	9	(25)	5 784	(3 126)	337	59	(2 730)
Trésorerie nette au début de l'exercice	2 017	1 280	(90)	3 207	5 143	943	(149)	5 937
TRÉSORERIE NETTE DE CLÔTURE	7 817	1 289	(115)	8 991	2 017	1 280	(90)	3 207

RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ PEUGEOT S.A. AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(Articles D-133, D-135 et D-148 du décret du 23 mars 1967)

(en euros)	2009	2008	2007	2006	2005
I - SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D'EXERCICE					
a - Capital social ⁽¹⁾	234 049 142	234 048 798	234 280 298	234 618 266	234 618 266
b - Nombre d'actions émises	234 049 142	234 048 798	234 280 298	234 618 266	234 618 266
II - RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS DE L'EXERCICE					
a - Produits des activités courantes hors taxes	706 891 796	638 330 276	837 261 848	777 903 611	957 902 589
b - Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	393 686 214	518 965 886	740 999 549	730 770 923	818 698 967
c - Participation des salariés (charge de l'exercice)	-	-	-	-	-
d - Impôts sur les bénéfices ⁽²⁾	46 841 128	121 708 369	67 780 191	130 753 783	64 458 584
e - Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	537 011 853	47 527 964	525 580 339	747 728 148	904 989 653
f - Dividendes ⁽⁴⁾			351 420 447	316 734 659	316 734 659
III - RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT A UNE SEULE ACTION ⁽³⁾					
a - Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant amort et provisions	1,88	2,74	3,45	3,67	3,76
b - Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	2,29	0,20	2,24	3,19	3,86
c - Dividende attribué à chaque action ⁽⁴⁾ :					
- Dividende net distribué		0	1,50	1,35	1,35
- Impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) ⁽³⁾	-	-	-	-	-
REVENU GLOBAL	-	-	-	-	-
IV - PERSONNEL					
a - Effectif moyen des salariés	334	355	390	453	480
b - Montant de la masse salariale	35 889 698	38 514 763	37 018 614	38 983 986	40 292 304
c - Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc.)	15 272 699	15 865 706	18 133 174	14 338 277	18 890 052

(1) Entre 2004 et 2008, les mouvements sur le capital résultent de l'annulation d'actions suite à leur rachat en Bourse.

(2) Depuis le 1^{er} janvier 1990, la société a opté pour le régime de l'intégration fiscale, articles 223 A et suivants du CGI, applicable aux filiales françaises contrôlées à plus de 95 %. Tous les mouvements d'impôt sur les bénéfices sont enregistrés sur la ligne impôts sur les bénéfices y compris les variations de provisions pour impôts.

(3) À compter des dividendes perçus en 2005, l'avoir fiscal est supprimé et remplacé par un crédit d'impôt.

(4) Pour 2009, les montants ne sont pas encore connus.

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2009

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Peugeot S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823.9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Règles, principes et estimations comptables :

La société détermine à chaque clôture la valeur d'inventaire de ses immobilisations financières selon les méthodes décrites en Notes 1C, 1D de l'annexe et constate des provisions pour dépréciation lorsque cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, comme précisé en Notes 3 et 5 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes décrites dans l'annexe et nous sommes assurés de leur correcte application ainsi que du caractère raisonnable des estimations retenues pour leur mise en œuvre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, et compte tenu des précisions apportées par renvoi au rapport de gestion de la société cotée Foncière, Financière et de Participations – FFP sur les rémunérations et

avantages versés par les sociétés du groupe familial Peugeot à certains mandataires sociaux de votre société, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 20 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Pierre Riou

Mazars

Loïc Wallaert

Rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Peugeot S.A. tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la Note 1 de l'annexe qui indique les nouveaux textes comptables appliqués par votre société pour la première fois en 2009, ainsi que sur la Note 2 de l'annexe qui précise les modifications apportées aux comptes antérieurement publiés, en particulier du fait de la première application rétrospective de l'interprétation IFRIC 14 relative au dispositif de plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies prévu par la norme IAS 19 sur les retraites (Note 2.1).

II - Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans un contexte de crise économique pesant fortement sur le secteur automobile et également caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Dans le cadre de notre appréciation des principes et méthodes comptables appliqués par votre société, nous avons, notamment, examiné les modalités d'inscription à l'actif et d'amortissement des frais de développement décrites dans la Note 1.12 A de l'annexe ainsi que les modalités de traitement comptable des ventes de véhicules neufs avec clause de rachat (Note 1.5.A.a de l'annexe) ;
- Comme indiqué dans la Note 1.11 de l'annexe, les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an, selon les modalités précisées en Note 1.14 qui concernent également les autres éléments de l'actif immobilisé. En 2009, les tests ainsi réalisés ont conduit à enregistrer une dépréciation complémentaire des actifs affectés à deux unités génératrices de trésorerie de la division Automobile

et à constater une provision pour risques correspondant à l'estimation d'indemnités contractuelles à verser (Note 9.1). Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié la conformité de l'approche retenue avec le référentiel IFRS ainsi que la correcte application des modalités de mise en œuvre des tests de perte de valeur décrites dans l'annexe. Nous avons également examiné la documentation disponible comprenant notamment les prévisions de flux de trésorerie et les autres hypothèses retenues.

- Enfin, lors de l'arrêté de ses comptes consolidés, votre société est également conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses sur d'autres thèmes dont les plus significatifs sont identifiés en Note 1.4 de l'annexe. Pour l'ensemble de ces thèmes, nous avons examiné la documentation disponible et la traduction chiffrée des

hypothèses retenues et avons procédé à l'appréciation de la cohérence des hypothèses et du caractère raisonnable des estimations utilisées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 16 mars 2010

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Loïc Wallaert

PricewaterhouseCoopers Audit

Pierre Riou

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice 2009

En application de l'article L. 225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance au cours de l'exercice 2009.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Caution et garantie consenties envers la Banque Européenne d'Investissement dans le cadre du financement de 400 millions d'euros octroyé à Peugeot Citroën Automobiles SA

Par délibération du 10 février 2009, le Conseil de Surveillance a autorisé la conclusion avec la Banque Européenne d'Investissement (« la BEI ») d'une convention de cautionnement et d'une convention de nantissement de compte titres dans le cadre d'un financement de 400 millions d'euros octroyé par cette banque à la société Peugeot Citroën Automobiles SA (« PCA ») sur une durée maximale de 7 ans.

Par ces conventions, votre société s'est portée caution solidaire de sa filiale PCA, envers la BEI, pour le paiement de toutes sommes, en principal, intérêts et accessoires, dues par PCA au titre du financement accordé par la BEI, d'une part, et s'est engagée à nantir en faveur de la BEI un compte titres en garantie des obligations de paiement et de remboursement de PCA,

d'autre part, le nantissement devant couvrir 20 % de 110 % de l'encours du financement. Une commission de caution annuelle de 0,12 % est facturée par votre société à PCA en rémunération du cautionnement solidaire accordé. La commission perçue à ce titre par Peugeot S.A. sur l'exercice 2009 s'est élevée à 330 667 euros.

Messieurs Streiff, Olivier et Vardanega étaient intéressés à ces conventions lors de leur autorisation en leur qualité de membres du Directoire de Peugeot S.A. et de membres du Conseil d'administration de PCA.

Engagements pris au bénéfice des mandataires sociaux

Lors de sa séance du 29 mars 2009, le Conseil de Surveillance a pris les décisions suivantes concernant la présidence du Directoire de la société :

- révocation de Monsieur Christian Streiff ;
- nomination de Monsieur Roland Vardanega à effet du 29 mars 2009 et jusqu'au 31 mai 2009 ;
- nomination de Monsieur Philippe Varin à effet du 1^{er} juin 2009 et jusqu'au 6 février 2011 et fixation de la rémunération fixe correspondante au titre de 2009 à 1 300 000 euros, sur une base annuelle et sans bonus, étant précisé que pour les années suivantes un bonus pouvant aller jusqu'à 110 % de la rémunération fixe, éventuellement révisée par le Conseil de Surveillance lorsqu'il le jugera approprié, pourra s'ajouter à la rémunération fixe sur la base de la réalisation d'objectifs fixés en début d'année.

Lors de sa séance du 21 avril 2009, le Conseil de Surveillance a nommé Monsieur Jean-Marc Gales comme membre du Directoire.

Lors de sa séance du 17 juin 2009, le Conseil de Surveillance a mis fin aux fonctions de membre et Président du Directoire de Monsieur Philippe Varin et de membres du Directoire de Messieurs Jean-Philippe Collin, Jean-Marc Gales, Grégoire Olivier et Roland Vardanega, puis a décidé de nommer pour une durée de quatre ans Messieurs Philippe Varin, Jean-Marc Gales, Guillaume Faury, Grégoire Olivier et Frédéric Saint-Geours membres du Directoire et de conférer la qualité de Président du Directoire à Monsieur Philippe Varin.

Ces décisions ont été accompagnées des conventions suivantes relatives aux engagements pris envers les membres du nouveau Directoire :

- octroi à chacun des membres du Directoire n'en bénéficiant pas déjà (Messieurs Varin, Gales et Faury) de la couverture offerte par la convention d'assurance collective souscrite pour les cadres dirigeants du Groupe afin de compléter les régimes de retraite obligatoires et conventionnels jusqu'à un plafond de 50 % d'une rémunération de référence égale à la moyenne des rémunérations brutes, part variable incluse,

des trois meilleures années au cours des cinq dernières années d'activité de chaque bénéficiaire. Le bénéfice de ce régime n'est cependant acquis qu'à la condition d'avoir occupé une fonction de cadre dirigeant dans le Groupe pendant au moins 5 ans, notamment ;

- confirmation du maintien du bénéfice de cette même couverture en ce qui concerne Messieurs Olivier et Saint-Geours ;
- confirmation de la rupture définitive du contrat de travail antérieur envers chacun des nouveaux membres du Directoire du fait du renouvellement complet du Directoire intervenu le 17 juin 2009 et conformément à la décision en ce sens prise par le Conseil de Surveillance lors de sa réunion du 21 avril 2009.

Tous les membres du Directoire sont intéressés à ces conventions et engagements.

Conventions et engagements précédemment approuvés dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice 2009

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, précédemment approuvés, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Mise en œuvre en 2009 des engagements antérieurement pris au bénéfice des mandataires sociaux

Les conventions relatives aux engagements pris au bénéfice des anciens membres du Directoire ont eu une application directe au cours de l'exercice 2009 sur les aspects suivants :

- Messieurs Streiff, Vardanega et Collin ont chacun retrouvé le bénéfice de leur contrat de travail antérieur jusqu'à leur départ de la société dans les conditions précisées dans le tableau ci-après. Nous rappelons qu'en application des dispositions de l'article 225-42-1 du Code de commerce, la reprise du contrat de travail antérieur des membres du Directoire avait été soumise à la condition de l'obtention effective par le membre du Directoire concerné d'une prime variable moyenne sur la durée de son mandat au moins égale à 60 % de la moyenne de sa rémunération fixe calculée sur la même période, cette disposition ayant été approuvée par l'Assemblée Générale du 28 mai 2008. Constatant que cette condition n'était remplie pour aucun des membres du Directoire révoqués en 2009, le Conseil de Surveillance a néanmoins décidé la reprise de chacun des contrats de travail suspendus, considérant que la durée réduite du mandat social exercé ne permettait pas d'avoir une appréciation correcte de la condition de performance prévue et constituait ainsi une circonstance autorisant dérogation.

Bénéficiaire	Montant de la nouvelle rémunération annuelle brute à la reprise du contrat de travail	Date de reprise des effets du contrat de travail	Date d'expiration du contrat de travail
Christian Streiff	1 735 569 €	30 mars 2009	31 octobre 2009
Roland Vardanega	974 960 €	17 juin 2009	31 décembre 2009
Jean-Philippe Collin	745 413 €	17 juin 2009	31 mars 2010

- À l'expiration de son contrat de travail, Monsieur Vardanega a perçu en décembre 2009 une indemnité brute de départ à la retraite de 706 958 euros. Par ailleurs, il est le seul membre du Directoire sortant remplissant les conditions requises pour bénéficier de la convention d'assurance collective souscrite pour les cadres dirigeants du Groupe afin de compléter les régimes de retraite obligatoires et conventionnels. Il est en droit de percevoir des allocations de retraite au titre de ce régime depuis le 1^{er} janvier 2010.

Prêt consenti par Peugeot S.A. à sa filiale Faurecia

Le Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. avait autorisé lors de sa séance du 21 octobre 2008 l'octroi d'un prêt au profit de sa filiale Faurecia pour un montant maximum de 250 millions d'euros aux mêmes conditions de taux d'intérêt et de durée (deux tranches de trois et cinq ans) que le crédit bancaire accordé à Faurecia.

Au cours de l'exercice 2009, les trois tirages effectués en 2008 sur ce prêt par Faurecia ont été remboursés et quarante-deux nouveaux tirages ont été effectués par Faurecia dont trente-neuf ont été remboursés avant le 31 décembre 2009. À cette date, le montant utilisé par Faurecia au titre de ce prêt s'élève à 128 millions d'euros correspondant aux trois tirages effectués en 2009 et remboursables en 2010. Le montant des intérêts comptabilisés en produits financiers au titre de l'exercice 2009 s'élève à 9 375 milliers d'euros et le montant des intérêts effectivement encaissés sur cet exercice s'élève à 9 527 milliers d'euros.

Avals, cautions et garanties

Les avals, cautions et garanties antérieurement donnés par votre société et restant en vigueur sont résumés dans le tableau ci-dessous qui précise le montant des encours garantis au 31 décembre 2009 ainsi que les rémunérations perçues au cours de l'exercice.

Nature	Bénéficiaire de la garantie	Bénéficiaire du Prêt	Montant initial du prêt dans sa devise d'origine	Encours sous garantie au 31/12/2009	Rémunération au cours de l'exercice
Caution solidaire et irrévocable et garantie par nantissement de titres	B.E.I	GIE Vulcain Énergie	1 300 000 000 FRF	7 000 000 GBP	18 796 €
Caution solidaire et irrévocable	JBIC	TPCA	78 750 000 €	52 500 000 €	47 088 €
Caution solidaire et irrévocable	JBIC	TPCA	78 750 000 €	0 €	7 756 €

Participation aux frais d'étude, de gestion et de fonctionnement du Groupe

Les sommes reçues au titre de la participation des filiales aux frais d'étude, de gestion et de fonctionnement du Groupe se sont élevées pour l'exercice 2009 à 120 178 013 euros.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 20 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

Mazars
Loïc Wallaert

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre Riou

Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Peugeot S.A. et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président du Conseil de Surveillance de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil de Surveillance un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-68 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière ; et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-68 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenue dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenue dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance, établi en application des dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président comporte les autres informations requises à l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 16 mars 2010

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Pierre Riou

Mazars

Loïc Wallaert

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur l'ouverture d'options d'achat d'actions au bénéfice de salariés et/ou mandataires sociaux de la Société, ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L 225-180 du Code de Commerce (7^{ème} résolution)

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Peugeot S.A. et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-177 et R. 225-144 du Code de commerce, nous avons établi le présent rapport sur l'ouverture d'options d'achat d'actions au bénéfice de salariés et/ou mandataires sociaux de la Société, ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés directement ou indirectement au sens de l'article L.225-180 du Code de commerce.

Il appartient au Directoire d'établir un rapport sur les motifs de l'ouverture des options d'achat d'actions ainsi que sur les modalités proposées pour la fixation du prix d'achat. Il nous appartient de donner notre avis sur les modalités proposées pour la fixation du prix d'achat.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier que les modalités proposées pour la fixation du prix d'achat sont mentionnées dans le rapport du Directoire, qu'elles sont conformes aux dispositions prévues par les textes, de nature à éclairer les actionnaires et qu'elles n'apparaissent pas manifestement inappropriées.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités proposées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 3 mai 2010

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Pierre Riou

Mazars

Loïc Wallaert

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur l'attribution gratuite d'actions existantes au profit de membres du personnel salarié et/ou de mandataires sociaux (8^{ème} résolution)

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, nous avons établi le présent rapport sur le projet d'attribution gratuite d'actions existantes au profit de membres du personnel salarié et/ou de mandataires sociaux de la Société ou des sociétés et groupements d'intérêt économique qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce.

Votre Directoire vous propose de l'autoriser à attribuer gratuitement des actions existantes. Il lui appartient d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant,

de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier notamment que les modalités envisagées et données dans le rapport du Directoire s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du Directoire portant sur l'opération envisagée d'attribution gratuite d'actions.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 3 mai 2010

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Pierre Riou

Mazars

Loïc Wallaert

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur la réduction du capital social par annulation d'actions achetées (9^{ème} et 10^{ème} résolutions)

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Peugeot S.A., et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-209, al. 7, du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée sont régulières.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'achat par votre société, dans la limite de 10 % de son capital, de ses propres actions, dans les conditions prévues à l'article L 225-209 du Code de commerce. Cette autorisation d'achat est proposée

par ailleurs à l'approbation de votre Assemblée Générale et serait donnée pour une période de 18 mois (6^{ème} résolution).

Votre Directoire vous demande de lui déléguer, pour une période de 18 mois, au titre de la mise en œuvre de l'autorisation d'achat par votre société de ses propres actions, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, par période de 24 mois, les actions ainsi achetées (9^{ème} résolution).

Votre Directoire vous propose également de pouvoir utiliser cette délégation en cas d'offre publique portant sur des titres de votre société, dans le cas où le premier alinéa de l'article L.233-33 du code de commerce est applicable (10^{ème} résolution).

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, étant rappelé que celle-ci ne peut être réalisée que dans la mesure où votre Assemblée approuve au préalable l'opération d'achat, par votre société, de ses propres actions.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 3 mai 2010

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Pierre Riou

Mazars

Loïc Wallaert

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes relatif à l'émission de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique visant la société (11^{ème} résolution)

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 228-92 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'émission, en une ou plusieurs fois, à titre gratuit de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique visant la société, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Directoire vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, dans le cadre de l'article L. 233-32 II du Code de commerce, votre compétence à l'effet de :

- décider l'émission de bons soumis au régime de l'article L. 233-32-II du Code de commerce permettant de souscrire, à des conditions préférentielles, à une ou plusieurs actions de la société, ainsi que leur attribution gratuite à tous les actionnaires de la société ayant cette qualité avant l'expiration de la période d'offre publique;
- fixer les conditions d'exercice et les caractéristiques desdits bons.

Cette délégation serait accordée pour une durée expirant à la fin de la période d'offre publique visant la société et déposée dans les dix-huit mois à compter de la présente Assemblée.

Le nombre maximum de bons qui pourraient être émis ne pourra excéder 160 000 000 et le montant de l'augmentation de capital qui pourrait résulter de l'exercice desdits bons ne pourra dépasser 160 000 000 euros étant précisé que ce montant viendra s'imputer sur les plafonds prévus aux résolutions 6 et 7 de l'Assemblée Générale mixte du 3 juin 2009.

Il appartient au Directoire d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 à 115 et R. 225-117 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes et certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Directoire relatif à cette opération.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du Directoire portant sur l'opération envisagée d'émission de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique visant la société.

Nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, en vue de la confirmation par une assemblée générale prévue à l'article L.233-32 III du Code de commerce, et conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Directoire.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 3 mai 2010

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Pierre Riou

Mazars

Loïc Wallaert

DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET DE RENSEIGNEMENTS

Peugeot S.A.
Assemblée Générale mixte ordinaire et extraordinaire
Le mercredi 2 juin 2010

CE DOCUMENT EST À RETOURNER À :
la banque ou à l'intermédiaire financier chargé
de la gestion de vos titres

(à renvoyer dans la même enveloppe que le formulaire de vote)

Je soussigné(e),

Mme ☐ Mlle ☐ M. ☐ Société ☐

Nom (ou dénomination sociale) :

Prénom :

Adresse :

N° : Rue :

Code postal : Localité :

Adresse électronique :

Propriétaire de actions nominatives de Peugeot S.A.

et/ou de actions au porteur de Peugeot S.A.

demande l'envoi, en application des dispositions de l'article R. 225-88 du Code de commerce, des documents et renseignements relatifs à l'Assemblée Générale du 2 juin 2010, énumérés à l'article R. 225-83 du Code de commerce.

Mode de diffusion souhaité (par défaut, diffusion électronique par e-mail) :

par e-mail ☐ par courrier postal ☐

Documents souhaités :

en français ☐ en anglais ☐

Fait à : le : 2010

Signature

AVIS – Conformément à l'article R. 225-88 alinéa 3 du Code de commerce, les actionnaires titulaires d'actions nominatives peuvent, par une demande unique, obtenir de la société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce à l'occasion de chacune des Assemblées Générales ultérieures. Au cas où l'actionnaire désirerait bénéficier de cette faculté, mention devra en être portée sur la présente demande.

PEUGEOT S.A.

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 234 049 142 euros

Siège social : 75, avenue de la Grande-Armée – 75116 Paris

R.C.S. Paris B 552 100 554 – Siret 552 100 554 00021

Tél. : 33 (1) 40 66 55 11 – Fax : 33 (0)1 40 66 54 14

www.psa-peugeot-citroen.com